

LE GRAND SOIR

dimanche 25 août 2013

CopyLeft :
Diffusion autorisée
et même encouragée.

Merci de mentionner les
sources.

www.legrandsoir.info

 [imprimer page](#)

ajuster taille texte :



Comment les grands médias français fabriquent un Solférinien présentable pour la prochaine présidentielle **Manuel Valls, le conformiste**

Philippe MARLIÈRE

Manuel Valls, le ministre de l'Intérieur, est politiquement insignifiant. Rien dans son parcours politique passé ou son action ministérielle présente ne justifie la position éminente qu'il occupe au cœur du gouvernement. Ses propositions sont ultra-minoritaires à gauche. Elles ont reçu le soutien de 5,7% des électeurs de gauche lors de la primaire socialiste. Comme Ségolène Royal en 2007, Dominique Strauss-Kahn et François Hollande en 2012, Valls est le produit d'un concours de circonstances.

Contrairement aux refrains médiatiques, Manuel Valls ne doit pas son ascension politique à son profil de « social-démocrate moderne » ; figure métonymique usée qui renvoie dans les faits à un projet antisocial et à une surenchère droitière. Le ministre n'est pas plus une « forte tête » ou un avant-gardiste de la politique. Au contraire, Valls s'applique depuis vingt ans à épouser laborieusement le prêt-à-penser médiatique de l'époque. En résumé, Manuel Valls est un conformiste. Comme le personnage principal du roman d'Alberto Moravia (porté à l'écran par Bernardo Bertolucci), Valls est l'homme de la « normalité » ; le porte-voix du discours des dominants.

Une stratégie personnelle

Manuel Valls est par atavisme un political wannabe ; celui qui se place dans la roue des puissants du moment et qui ne la lâche plus : hier Rocard, puis Jospin, ensuite Royal, brièvement Strauss-Kahn, et, tardivement, Hollande. Deuxième et Première gauche, gauche caviar, gauche New Age et gauche démocrate. Valls s'est mis au service de tout le monde, sans aucun état d'âme.

Si Manuel Valls accentue toujours plus sa rhétorique droitière, c'est qu'il est persuadé qu'il s'agit d'une stratégie payante. C'est le discours que ses conseillers à Euro RSCG (l'officine des socialistes losers de la présidentielle) et les sondeurs susurrent quotidiennement à son oreille. Un nombre croissant de ses collègues au gouvernement l'a compris : Valls évolue dans le champ politique au gré de ses intérêts personnels. La balise est déjà à l'horizon : Élysée 2017.

Car tel est bien le cœur du problème. L'improbable ascension de l'ex-maire d'Évry n'est compréhensible que si on la resitue dans le contexte de la séquence présidentielle ratée de 2012 (l'affaire Sofitel suivie de la campagne présidentielle trop centrée de Hollande qui a failli lui coûter la victoire) et le catastrophique début du quinquennat hollandais (signature du pacte budgétaire européen sans contrepartie, incapacité à imposer la taxation à 75%, abandon de la taxation sur les transactions financières, réforme néolibérale du marché du travail, réforme bancaire vidée de son contenu, affaire Cahuzac, vaine réduction de la « dette publique », et même ambiance islamophobe et anti-Roms que sous le sarkozysme avec, ici, le concours actif de Manuel Valls). Un président Hollande orienté à gauche, qui aurait décidé d'en découdre avec les marchés et Angela Merkel, n'aurait jamais confié un poste ministériel à un personnage aussi droitier.

« Tes propos portent atteinte à tous les militants et à tous les dirigeants »

En 2009, Martine Aubry, fraîchement élue première secrétaire du PS, avait dû remettre sèchement à sa place un Manuel Valls qui tirait sur tout (elle, en particulier), n'en faisant qu'à sa tête, prenant le contrepied des mesures-phares du PS dans les médias. Excédée, Aubry lui avait par écrit signifié son désaccord :

« S'engager dans un parti, c'est un acte d'adhésion à des valeurs et des pratiques communes, mais c'est aussi – qui plus est dans un parti démocratique comme le nôtre – accepter de débattre en son sein, d'y apporter ses idées et ses réflexions, et lorsque la décision est prise de

la respecter dans l'opinion. On ne peut utiliser un Parti pour obtenir des mandats et des succès, en s'appuyant sur la force et la légitimité d'une organisation collective, et s'en affranchir pour exister dans les médias à des fins de promotion personnelle. On n'appartient pas à un parti pour s'en servir, mais pour le servir. (...) Tes propos, loin d'apporter une solution, portent atteinte à tous les militants et à tous les dirigeants, qui aujourd'hui travaillent à retrouver la confiance de nos concitoyens. Tu donnes l'impression d'attendre, voire d'espérer la fin du Parti socialiste. (...) Si les propos que tu exprimes, reflètent profondément ta pensée, alors tu dois en tirer pleinement les conséquences et quitter le Parti socialiste. (...).

En juillet 1933, au congrès socialiste de la Mutualité, Léon Blum, plus concis, s'était exclamé : « Je suis épouvanté ! »

Un sarkozyste tout court

Selon un procédé éprouvé en 2007 et en 2012, les médias de droite et de la gauche bobo sont en train de fabriquer le candidat socialiste à l'élection présidentielle de 2017. Mise à part l'incertaine candidature de François Hollande, quel socialiste émergera des prochaines primaires socialistes ? Poser la question, c'est y répondre. Pour nombre de médias et de sondages à la louche, les jeux sont déjà faits : l'homme de la Place Beauvau. N'est-il pas plébiscité dans les sondages par les Français pour son action ministérielle ? Français, encore un petit effort : bientôt, Manuel Valls ne vous sera plus totalement antipathique. Puisqu'on vous le dit dans les magazines ! Bis repetita placent.

Manuel Valls est présenté comme un « iconoclaste de la gauche ». Remarquons que ce sont les médias conservateurs qui relaient complaisamment cette image. L'intéressé a très tôt compris qu'avec de tels soutiens, son avenir politique était assuré. L'intéressé cultive donc un profil de « Sarkozy de gauche » qui fait office de laissez-passer dans le monde des dominants, et lui permet de se prévaloir de la gauche ou plutôt... des voix de gauche. Relevons en passant une autre escroquerie intellectuelle majeure : Valls n'est pas un « sarkozyste de gauche ». Le sarkozysme incarne une droite dure, sécuritaire et antisociale. Comment un homme de gauche pourrait-il être associé à de telles idées ? Quiconque professe de telles opinions ou met en œuvre des politiques inspirées de telles idées s'exclut ipso facto de la gauche. Il convient par conséquent de dire et d'écrire : (sans usage des guillemets) : Valls est un sarkozyste.

Nicolas Sarkozy ne s'y était pas trompé en 2007, puisqu'il avait demandé avec insistance au « socialiste » de rejoindre, au titre de « l'Ouverture », le gouvernement Fillon. Valls, trop prudent ou trop ambitieux, ne donna pas suite. Il demeura au Parti socialiste pour ne pas connaître le déshonneur et l'oubli comme Eric Besson ou Jean-Marie Bockel.

Autre tropisme sarkozyste : comme Claude Guéant, son prédécesseur à l'Intérieur, Valls cultive la beauferie politique. On se souvient que lorsqu'il se promenait sur un marché d'Évry en juin 2009, il interpella son collaborateur qui filmait la scène : « Belle image de la ville d'Évry... Tu me mets quelques blancs, quelques whites, quelques blancs ! »

Des slogans issus du volapük blairiste

Manuel Valls, le « moderne », puise sans ambages dans le volapük blairiste du milieu des années 90. Les emprunts aux slogans de la « troisième voie » sont troublants : la distinction gauche/droite n'est plus pertinente ; l'économie n'est ni de droite, ni de gauche ; le socialisme est mort ; les luttes des classes ont disparu ; la sécurité des personnes et des biens (et non sociale) est la pierre angulaire de la « bonne société », il faut œuvrer dans l'intérêt de la majorité et non pour les « intérêts sectoriels » (entendus ici comme les syndicats, les salariés, les membres des minorités ethniques), etc. Même Pierre Moscovici, autrefois grand admirateur du blairisme, a pris ses distances avec une phraséologie totalement tombée en désuétude Outre-Manche. Le renouveau du Parti socialiste en France passera-t-il par le recyclage de politiques qui ont été élaborées il y a vingt ans au Royaume-Uni par un homme qui se voulait l'héritier de Margaret Thatcher ?

Que Manuel Valls soit à la droite de la droite sur le plan social et économique ne fait aucun doute. Pour mémoire, quelques perles vallsiennes : opposition aux 35 heures qu'il faut « dépasser » et « déverrouiller » (veine blairiste) ; il faut « travailler plus » comme solution à la baisse du pouvoir d'achat ; soutien apporté à la TVA « sociale » de la droite (veine sarkozyste) ou allongement de la durée de la cotisation retraite (le rêve des néolibéraux de tout poil). De manière générale, il fait la promotion éhontée des entreprises « qui créent les richesses ». On ne trouve aucune référence aux ouvriers ou aux salariés dans ses discours.

Le pourfendeur partisan du « communautarisme »

Manuel Valls n'est jamais plus toxique et diviseur que lorsqu'il se mêle des questions de religion et de pluralisme culturel. Grand pourfendeur des « communautarismes », il n'a pourtant pas hésité à s'exprimer en ces termes sur Radio Judaïca, le 17 juin 2011 : « Par ma femme, je suis lié de manière éternelle à la communauté juive et à Israël ». Valls était alors candidat socialiste à l'élection présidentielle. Que n'aurait-il dit si un autre candidat avait

prononcé des propos similaires en évoquant l'islam ?

L'islam le dérange manifestement, puisqu'il y a quelques jours à peine il déclarait que la deuxième religion en France devait démontrer sa « compatibilité avec les valeurs de la République ». Que des propos aussi sinistres et irresponsables aient pu être publiquement tenus par un ministre de l'Intérieur est sidérant, étant donné le climat islamophobe actuel. Cette déclaration de café du commerce a légitimé, en quelques instants, trois décennies de discours différentialistes du Front national.

On retrouve Valls à la tête de tous les combats anti-islam et anti-foulards au nom d'une laïcité imaginaire, celle-là même dont Marine Le Pen se réclame : il est contre le magasin Franprix halal à Évry (ceux-ci ne sont pas illégaux, pas plus que les magasins kasher dont il ne parle jamais et qui existent aussi) ; contre le port du foulard par une salariée de la crèche privée Baby Lou (la loi lui donne tort) ou encore contre le port du foulard à l'université (la loi lui donne encore tort). Sur tous ces dossiers – et ceux encore touchant à la sécurité et à la criminalité - Valls fait preuve d'un esprit partisan incompatible avec l'exercice de la fonction de ministre de l'Intérieur. Plus grave encore, Manuel Valls ethnicise et communautarise des catégories de citoyens français, tout en demeurant insensible aux situations de domination économique et sociale dont elles sont victimes.

Le discours (blairiste et vallsien) sur l'Autorité, l'Ordre et la responsabilité individuelle, est la marque d'une social-démocratie à bout de souffle qui a déserté son combat en faveur des classes populaires écrasées par la crise économique. Ces « sociaux-démocrates modernes » se sont reconvertis dans le tout-sécuritaire, espérant attirer les voix des classes moyennes les moins appauvries, ainsi que celles des classes supérieures. En cela, le néolibéralisme pratiqué par la social-démocratie ne se distingue pas de son pendant conservateur : tous deux tendent à criminaliser les comportements sociaux qui échappent à une « norme » française, blanche et chrétienne.

« Tout le monde rentre dans le rang ! »

À l'automne 2004, le Parti socialiste entamait un long débat interne consacré au traité constitutionnel européen qui devait déboucher sur un vote militant au début 2005. Militant dans la Fédération des Français de l'étranger, je participai pendant cette période à une réunion au parlement européen à Bruxelles. Notre groupe rencontra François Hollande, alors premier secrétaire du PS. Au cours d'un échange à bâtons rompus, je lui rappelai que le parti avait pris l'engagement solennel de ne pas soutenir le traité tant que les références pesantes à la « concurrence libre et non faussée » dans le texte n'étaient pas supprimées. Je constatai que la Convention chargée de la rédaction du traité n'avait pas répondu à nos attentes et que, par conséquent, en soutenant ce catéchisme néolibéral, le PS allait trahir l'engagement qu'il avait pris devant ses électeurs. Comme d'habitude, Hollande blagua et évita de répondre sur le fond. Dans la soirée, je croisai un groupe de dirigeants socialistes attablés dans un restaurant de la capitale belge. J'allais saluer Harlem Désir et Julien Dray, des camarades de la Gauche socialiste. J'allai m'asseoir à l'extrémité de la longue table pour prendre le café. A peine m'étais-je assis que j'entendis une voix grave et métallique m'apostropher : « Bon, t'as bien fait joujou avec le traité, maintenant, tout le monde rentre dans le rang : on est tous pour le oui ! » (Je venais quelques jours auparavant de publier une tribune dans Le Monde intitulée : « La gauche doit dire non à l'Europe blairiste »...) Ainsi parlait le conformiste, l'homme qui dans les premiers temps de la campagne interne avait milité contre le traité avant de changer d'avis et de rejoindre le camp des « ouïstes ». Il avait alors justifié son brusque volte-face par le fait que le « oui » allait être majoritaire dans le parti.

Twitter : @PhMarliere

<http://www.legrandsoir.info/manuel-valls-le-conformiste.html>